

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2025-319 PORTANT PERMIS DE
STATIONNEMENT : ECHAFAUDAGE RUE DU 11 NOVEMBRE**

Le Maire d'Aureilhan,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **Vu** le Code de la Voirie Routière,
- **Vu** le Code de la Route et notamment l'article R 417-10 ;
- **Vu** la délibération n° 2024-72 du 17 décembre 2024 sur les tarifs municipaux 2025 ;
- **Vu** l'avis favorable en date du 19 juin 2025 du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées,
- **Vu** la demande en date du 18 juin 2025, par laquelle l'entreprise SAS PBS sollicite l'autorisation temporairement d'occupation du domaine public communal en vue d'installer un échafaudage, pour effectuer des travaux de rénovation des rives et l'habillage du sous toit ;
- **Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux,

ARRÊTE

Article 1 :

Le bénéficiaire de l'autorisation est l'entreprise SAS PBS, 3 rue Roger Salengro 65600 SEMEAC, 06.69.49.43.45. Le numéro SIREN est 941 301 616.

L'entreprise est autorisée à installer un échafaudage sur le domaine public au 86 rue du 11 novembre, du 02 au 24 juillet 2025 inclus.

La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés dans les conditions définies ci-après.

Article 2 :

Le stationnement est interdit sur les trois emplacements situés devant le 86 rue du 11 novembre. Tout stationnement est considéré comme gênant (article R 417-10 du code de la route)

Le permissionnaire est autorisé aux fins de sa demande pour lui de se conformer aux dispositions des règlements ci-dessus visés et aux conditions spéciales suivantes :

- L'échafaudage devra présenter toutes les normes de sécurité requises, notamment contre la projection de matériaux sur les usagers de la voie publique par la pose d'un filet de protection.
- Durant les travaux, un passage protégé pour les piétons devra être mis en place en dessous de l'échafaudage ou par la mise en place d'une déviation sécurisée invitant les piétons à contourner l'échafaudage en les incitant à utiliser le trottoir en vis-à-vis.

- L'installation ne devra en aucun cas empiéter sur la chaussée afin de ne pas gêner la circulation des véhicules.
- Maintenir un cheminement piéton sécurisé (déviation sur le trottoir opposé par les passages ainsi que la pose d'éclairage, type balise sur échafaudages (lampe de chantier).

Article 3 :

L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance. (5,28 m2 x 22 jours x 0.60) soit la somme totale pour la durée des travaux de 69.69 euros (soixante-neuf euros et soixante-neuf centimes) suivant le tarif établi par le Conseil Municipal.

La redevance devra être réglée suite à la réception d'un avis des sommes à payer (ASAP) transmis par la Trésorerie.

Article 4 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge de l'entreprise SAS PBS (mise en place, entretien et dépose) elle doit être visible de jour comme de nuit.

L'entreprise SAS PBS est responsable du défaut ou de l'insuffisance de cette signalisation ainsi que des accidents de toute nature qui peuvent résulter de ses travaux et installations.

Article 6 :

Le présent arrêté devra être affiché sur site par les soins du demandeur pendant toute la durée du chantier.

Article 7 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sous format dématérialisé sur le site de la Ville.

Article 8 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

Article 9 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;
- M. le Directeur Départemental du service d'Incendie et de Secours ;
- M. le Directeur de l'entreprise SAS PBS.

Fait à AUREILHAN, le 24 JUIN 2025

**La Maire-Adjointe,
Déléguée à la sécurité,**

Frédérique BELLARDI.

